

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2020

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Nathalie Rhéaume, atteste la véracité du Rapport financier de Ville de Mont-Royal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

[Originale signée]

Signature _____ Date 21 avril 2021

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	25
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	26
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	27
Charges par objets	28
Excédent (déficit) accumulé	29
Avantages sociaux futurs	33

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	41
Analyse des charges	53

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Mont-Royal,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Mont-Royal (« la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2020 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Mont-Royal au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers» du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre:

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville.
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation.

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.
Brossard, Québec, 21 avril 2021
1 CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A108263

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
Revenus				
Taxes	1	81 256 078	82 017 773	80 293 101
Compensations tenant lieu de taxes	2	525 072	656 927	564 137
Quotes-parts	3			
Transferts	4	773 800	5 115 602	1 177 346
Services rendus	5	2 527 100	1 095 723	2 565 184
Imposition de droits	6	10 254 100	8 246 675	13 124 215
Amendes et pénalités	7	1 042 000	418 691	812 689
Revenus de placements de portefeuille	8	15 000		35 671
Autres revenus d'intérêts	9	1 330 000	834 732	1 346 237
Autres revenus	10	807 800	26 949	4 054 923
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	98 530 950	98 413 072	103 973 503
Charges				
Administration générale	14	17 471 350	15 836 936	15 718 365
Sécurité publique	15	25 511 600	25 414 974	24 695 972
Transport	16	22 204 680	24 517 774	24 332 976
Hygiène du milieu	17	10 993 670	10 891 340	10 223 047
Santé et bien-être	18	956 900	1 002 701	898 286
Aménagement, urbanisme et développement	19	2 969 000	2 795 129	3 945 551
Loisirs et culture	20	18 633 650	16 780 664	17 778 164
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 267 000	1 013 473	963 077
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	100 007 850	98 252 991	98 555 438
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(1 476 900)	160 081	5 418 065
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		107 252 902	101 834 837
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		107 252 902	101 834 837
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		107 412 983	107 252 902

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	31 475 198	35 521 555
Débiteurs (note 5)	2	13 065 487	12 523 937
Prêts (note 6)	3	30 000	35 000
Placements de portefeuille (note 7)	4	21 938	10 886
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	200 000	318 000
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	44 792 623	48 409 378
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	9 516 434	11 156 873
Revenus reportés (note 12)	12	737 067	528 185
Dette à long terme (note 13)	13	33 469 253	32 448 321
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	43 722 754	44 133 379
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	1 069 869	4 275 999
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 16)	18	105 651 067	102 337 468
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19		
Stocks de fournitures	20	685 371	639 435
Autres actifs non financiers (note 18)	21	6 676	
	22	106 343 114	102 976 903
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	107 412 983	107 252 902

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2020	2020	2019
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 476 900)	160 081	5 418 065
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	9 150 433)	(11 665 338)
Produit de cession	3			2 028 049
Amortissement	4		5 836 834	5 736 602
(Gain) perte sur cession	5			(1 996 622)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(3 313 599)	(5 897 309)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(45 936)	(25 087)
Variation des autres actifs non financiers	11		(6 676)	36 125
	12		(52 612)	11 038
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	(1 476 900)	(3 206 130)	(468 206)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	16		4 275 999	4 744 205
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18			
Solde redressé	19		4 275 999	4 744 205
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20		1 069 869	4 275 999

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	160 081	5 418 065
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	5 836 834	5 736 602
Autres			
▪ Gain sur disposition	3		(1 996 622)
▪	4		
	5	5 996 915	9 158 045
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(541 550)	2 112 097
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(1 640 439)	1 189 136
Revenus reportés	9	208 882	(685 677)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	118 000	(6 000)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(45 936)	(25 087)
Autres actifs non financiers	13	(6 676)	36 125
	14	4 089 196	11 778 639
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(9 150 433)	(11 665 338)
Produit de cession	16		2 028 049
	17	(9 150 433)	(9 637 289)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(35 258)	(35 258)
Remboursement ou cession	19	29 206	71 432
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		10 000 000
	22	(6 052)	10 036 174
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	5 769 200	11 382 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(4 773 600)	(3 910 700)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	25 332	(89 569)
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	1 020 932	7 381 731
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(4 046 357)	19 559 255
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	35 521 555	15 962 300
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	35 521 555	15 962 300
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	31 475 198	35 521 555

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Mont-Royal (la Ville) est un organisme municipal créé le 1er janvier 2006, en vertu du décret 1075-2005 daté du 9 novembre 2005 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations L.R.Q., c. E-20.001*, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'agglomération de Montréal.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Les états financiers contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des passifs, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**C) Actifs**

S.O.

a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état des résultats qu'au moment de sa réalisation.

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possible, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020***Immobilisations*

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation. Les immobilisations en cours de réalisation ne sont pas amorties. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Infrastructures: 10 à 40 ans
Bâtiments: 25 et 40 ans
Améliorations locatives: 15 ans
Véhicule: 5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau: 5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement: 5 à 20 ans
Autres: 1 et 10 ans

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au coût. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Éléments incorporels

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis sur la durée des emprunts correspondants selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des constatations foncières et à des constatations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**Revenus reportés**

Les revenus de loisir sont constatés lorsque les services sont rendus conformément aux conditions des accords.

Les revenus de Fonds de parc et terrains de jeux sont enregistrés dans l'exercice au cours duquel ils sont utilisés aux fins prescrites.

Passif au titre des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, pour lesquelles il existe une norme environnementale et que la contamination dépasse celle-ci, sont comptabilisées à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

E) Revenus*Constatacion des revenus*

- Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial;
- Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications du rôle d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;
- Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

· Les revenus de placements de portefeuille et les autres revenus d'intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé;

· Les revenus de transferts sont constatés à l'état des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

Compte tenu de l'historique de paiement des gouvernements cédants, la Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par ceux-ci à partir du moment où les ententes qui les sous-tendent sont signées.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux (RREM) auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées. Il en est de même pour le régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM).

Le régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités (RPSMCM) auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 ("la Loi"). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2020 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif sur une période de 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	31 475 198	35 521 555
Découvert bancaire	2 ())
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	31 475 198	35 521 555
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	6 406 568	8 088 371
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note

Fonds de roulement : 1 975 266 \$ (2 926 787 \$ en 2019)

Fonds de parcs et terrains de jeux : 737 067 \$ (319 790 \$ en 2019)

Réserve financière - Assurance : 365 020 \$ (425 020 \$ en 2019)

Réserve financière - Élection : 220 000 \$ (195 332 \$ en 2019)

Réserve financière - Remboursement de la dette à long terme : 2 697 666 \$
(3 766 050 \$ en 2019)

Solde disponible des règlements d'emprunt fermés : 411 549 \$ (455 392 \$ en 2019)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

5. Débiteurs

		2020	2019
Taxes municipales	11	4 868 866	5 139 476
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	6 956 586	5 926 178
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	909 412	1 211 440
Organismes municipaux	15		
Autres			
▪ Avance, amende, facturation	16	330 623	246 843
▪	17		
	18	13 065 487	12 523 937
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	4 094 468	2 926 077
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	4 094 468	2 926 077
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	74 000	36 300

Note**6. Prêts**

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪ Prêt Club de curling VMR	26	30 000	35 000
▪	27		
	28	30 000	35 000
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note

Prêt accordé au Club de curling de Mont-Royal, sans intérêt, remboursable sur une période de 10 ans, échéant en 2026.

7. Placements de portefeuille

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30	21 938	10 886
Autres placements	31		
	32	21 938	10 886
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Le placement à titre d'investissement représente la quote-part de la Ville dans le fonds de garantie de franchise collective d'assurances de l'Union des municipalités du Québec.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

8. Avantages sociaux futurs

		2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	1 721 000	1 808 000
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(1 521 000)	(1 490 000)
	37	200 000	318 000
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 593 000	1 852 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	93 000	31 000
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	52 375	48 622
	43	1 738 375	1 931 622

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44		
Autres	45		
	46		

Note**10. Emprunts temporaires****11. Crédoeurs et charges à payer**

		2020	2019
Fournisseurs	47	3 075 174	4 138 755
Salaires et avantages sociaux	48	1 779 164	1 879 822
Dépôts et retenues de garantie	49	1 930 743	2 904 894
Provision pour contestations d'évaluation	50	2 365 000	1 783 800
Autres			
▪ Intérêts courus sur la dette	51	193 253	181 602
▪ Autres provisions	52	173 100	268 000
▪	53		
▪	54		
▪	55		
	56	9 516 434	11 156 873

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

12. Revenus reportés

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60	737 067	319 789
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪ Revenus des loisirs	67		208 396
▪	68		
▪	69		
▪	70		
	71	737 067	528 185

Note**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,60	2,50	2021	2026	72	33 679 000	32 683 400
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					76		
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					78		
Autres					79		
					80	33 679 000	32 683 400
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	(209 747)	(235 079)
					82	33 469 253	32 448 321

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2021	83	3 444 500			3 444 500
2022	84	8 143 100			8 143 100
2023	85	3 117 600			3 117 600
2024	86	11 520 100			11 520 100
2025	87	685 600			685 600
2026 et plus	88	6 768 100			6 768 100
	89	33 679 000			33 679 000
Intérêts et frais accessoires	90		()	()	
	91	33 679 000			33 679 000

Note**14. Autres passifs**

	2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92	
Assainissement des sites contaminés	93	
Autres		
▪	94	
▪	95	
▪	96	
▪	97	
	98	

Note**15. Actifs financiers nets (dette nette)**

	2020	2019
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	99	1 069 869
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100 ()	()
Autres	101 ()	()
	102	1 069 869

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103	16 386 922			16 386 922
Eaux usées	104	8 020 000	394 118		8 414 118
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	88 184 616	5 881 373		94 065 989
Autres					
▪ Système d'éclairage de rue	106	4 708 119	260 318		4 968 437
▪ Aménagement parcs et autres	107	12 002 209	591 499		12 593 708
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	38 414 061	851 583		39 265 644
Améliorations locatives	110				
Véhicules	111	10 633 600	91 182		10 724 782
Ameublement et équipement de bureau	112	9 705 491	874 795		10 580 286
Machinerie, outillage et équipement divers	113	7 972 390	398 193		8 370 583
Terrains	114	5 003 028			5 003 028
Autres	115	740 056			740 056
	116	201 770 492	9 343 061		211 113 553
Immobilisations en cours	117	10 079 079	(192 628)		9 886 451
	118	211 849 571	9 150 433		221 000 004
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	3 711 428	383 346		4 094 774
Eaux usées	120	2 864 643	195 811		3 060 454
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	52 062 060	2 614 588		54 676 648
Autres					
▪ Système d'éclairage de rue	122	4 266 291	40 784		4 307 075
▪ Aménagement parcs et autres	123	6 337 543	468 140		6 805 683
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	17 959 234	1 242 288		19 201 522
Améliorations locatives	126				
Véhicules	127	8 178 961	336 621		8 515 582
Ameublement et équipement de bureau	128	9 023 546	228 965		9 252 511
Machinerie, outillage et équipement divers	129	4 368 341	326 291		4 694 632
Autres	130	740 056			740 056
	131	109 512 103	5 836 834		115 348 937
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	102 337 468			105 651 067
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133				
Amortissement cumulé	134	()	()	()	()
Valeur comptable nette	135				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

17. Propriétés destinées à la revente

	2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136	
Immeubles industriels municipaux	137	
Autres	138	
	139	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2020	2019
Frais payés d'avance		
▪ Assurances	142	6 676
▪	143	
▪	144	
Autres		
▪	145	
▪	146	
	147	6 676

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée, en vertu de contrats de construction, de services, de location de véhicules lourds, d'achat d'équipements et de fourniture de matériel, échéant à différentes dates jusqu'en 2029, à verser une somme totale de 9 080 861 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats pour les prochains exercices s'établissent comme suit :

2021 :	7 773 604 \$
2022 :	1 061 203 \$
2023 :	224 114 \$
2024 :	6 806 \$
2025 :	3 447 \$
2026 à 2029 :	11 687 \$

20. Droits contractuels

La Ville a signé deux baux de location avec des restaurateurs pour l'utilisation des immeubles situés au 1275 chemin Dunkirk et au 3201 boulevard Graham, aux fins d'y exploiter des restaurants-terrasses. Ces baux prévoient le versement de loyers pour un montant total de 1 464 340 \$ sur une période s'échelonnant jusqu'en 2033.

La Ville a signé une entente avec les villes de Hampstead pour les services de répartition des appels de la sécurité publique. Cette entente prévoit le versement de loyers pour un montant de 14 960 \$ jusqu'en 2021.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

La Ville a signé une convention de gestion avec le Club de Curling de Mont-Royal (le Club) pour l'administration du club de curling dont les installations sont situées au 5, avenue Montgomery. Cette convention de gestion prévoit le versement à la Ville, d'une partie des recettes du Club totalisant 66 269 \$ jusqu'en 2025.

La Ville a signé un bail avec la compagnie Kraft Canada inc. pour la location d'une portion du chemin Montview. Ce bail prévoit le versement de loyers pour un montant total de 25 869 \$ jusqu'en 2022.

La Ville a signé un bail de location avec L'Atelier de menuiserie Nouveaux Horizons de Mont-Royal pour l'utilisation des locaux de l'édifice situé au 210 Dunbar, aux fins d'un atelier de menuiserie. Ce bail prévoit le versement de loyers pour un montant total de 428\$ jusqu'en 2021.

La Ville a signé une entente avec la compagnie Communauto inc. pour la location de quatre espaces de stationnement extérieurs sur le terrain situé à l'Hôtel de Ville de Mont-Royal, au 90 avenue Roosevelt, aux fins d'offrir un service d'auto partage. Cette entente prévoit le versement de loyers pour un montant total de 4 415 \$ par année et les parties peuvent mettre fin à l'entente en tout temps avec un préavis de 60 jours.

La Ville a signé une entente de service avec la Ville de Montréal, arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, afin de permettre aux résidents du secteur Glenmount de bénéficier des services de sports, loisirs et bibliothèque de Ville de Mont-Royal aux mêmes conditions et tarifs que les résidents de Ville de Mont-Royal. En considération des services offerts par Ville de Mont-Royal aux résidents du secteur Glenmount, cette entente prévoit le versement, par la Ville de Montréal, d'un montant total de 91 980 \$ jusqu'en 2022.

Les revenus minimums à recevoir en vertu de ces baux, convention et ententes pour les prochains exercices s'établissent comme suit :

2021 :	168 936 \$
2022 :	160 809 \$
2023 :	132 727 \$
2025 :	139 344 \$
2026 :	133 131 \$
2026 à 2033 :	933 314 \$

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

La Ville ne cautionne ni ne garantie aucune autre partie.

B) Auto-assurance

En matière d'assurance, la Ville couvre ses risques par un portefeuille d'assurances générales.

La Ville pourvoit par l'entremise d'une réserve aux couvertures du régime d'assurance vie applicable à certains employés retraités de Ville de Mont-Royal. La Ville a créé une réserve financière qui s'élève à 365 020 \$ au 31 décembre 2020 pour le financement de ce régime.

C) Poursuites

Au 31 décembre 2020, les réclamations en instance contre la Ville s'élèvent approximativement à 4 551 000 \$. Elles comprennent notamment des poursuites concernant des actions en dommages et intérêts. La Ville conteste ces réclamations et elle a établi des provisions au montant de 83 100 \$ à cet égard. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges. Cependant, les montants additionnels que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser seront enregistrés dans les exercices au cours desquels ils se réaliseront.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin, soit : la provision pour réclamations, le montant porté dans son budget annuel de fonctionnement, les surplus non affectés, un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

25. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

26 Agglomération de Montréal et Ville de Montréal

La Ville fait partie de l'Agglomération de Montréal. Le conseil d'agglomération est une instance politique formée des élus et élués de Montréal et des 15 villes reconstituées, ayant des pouvoirs relatifs aux services communs touchant toute la population de l'île de Montréal, tels que la police, la sécurité incendie, la production de l'eau potable, le traitement des eaux usées, la gestion du réseau routier artériel et la cour municipale.

Au cours de l'exercice, la Ville a versé à l'Agglomération de Montréal une quote-part de 52 980 088 \$ (51 530 289 \$ en 2019) se détaillant comme suit :

- Quote-part générale de 48 327 680 \$ (45 675 859 \$ en 2019)
- Quote-part service de l'eau de 3 113 426 \$ (2 922 654 \$ en 2019)
- Quote-part premiers répondants de 205 601 \$ (174 782 \$ en 2019)
- Quote-part dettes et voirie artérielle de 72 923 \$ (74 651 \$ en 2019)
- Quote-part déficit exercice 2018 de 350 175 \$ (1 836 376 \$ en 2019)
- Quote-part travaux admissibles à la TECQ de 509 021 \$ (503 259 \$ en 2019)
- Quote-part travaux admissibles à la FCCQ de 401 262 \$ (342 708 \$ en 2019)

Au cours de l'exercice, la Ville a versé à l'Agglomération de Montréal un montant de 1 285 852 \$ (1 207 988 \$ en 2019) pour l'alimentation en eau potable.

Également, en vertu d'une entente entre les villes reconstituées et la Ville de Montréal, la Ville a versé une contribution de 1 091 878 \$ (1 034 002 \$ en 2019) pour les dépenses d'aménagement et de réaménagement du domaine public et les travaux d'infrastructures dans le secteur du centre-ville de Montréal.

Au cours de l'exercice, la Ville a versé à la Ville de Montréal une somme de 32 825 \$ (23 557 \$ en 2019) pour les services de déneigement du rond-point de l'Acadie et ses bretelles.

Au cours de l'exercice la Ville a fourni à l'Agglomération de Montréal des services d'une valeur de 57 006 \$ (28 715 \$ en 2019) pour les activités qui lui ont été déléguées dans le cadre de l'entretien du réseau principal d'aqueduc.

27 Communauté métropolitaine de Montréal (la "CMM")

La Ville fait partie de la CMM, un organisme de réglementation, de planification, de coordination et de financement dans l'exercice des compétences qui lui sont conférées par la Loi sur la communauté métropolitaine de Montréal (2000, chapitre 34) dans les domaines reliés à l'aménagement du territoire, au développement économique, au développement artistique ou culturel, au logement social, aux équipements, infrastructures, services et activités à caractère métropolitain, au transport en commun et au réseau artériel métropolitain, à la planification de la gestion des matières résiduelles, à l'assainissement de l'atmosphère et à l'assainissement des eaux.

Au cours de l'exercice, la Ville a versé à la CMM une contribution de 857 184 \$ (744 075 \$ en 2019).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

28 Provision pour contestations d'évaluation

Des contribuables résidentiels et non résidentiels ont contesté l'évaluation foncière de certaines propriétés inscrites au rôle pour les exercices 2014 à 2020. Actuellement, il est impossible de déterminer les pertes éventuelles que la Ville pourrait subir au cours des prochains exercices.

Une provision pour l'ensemble des contestations d'évaluation au montant de 2 365 000 \$ (1 783 800 \$ en 2019) a été inscrite à l'état de la situation financière pour pourvoir aux pertes potentielles.

Advenant des jugements défavorables pour la Ville concernant ces litiges, les pertes seraient portées en diminution de la provision et, si celle-ci s'avérait insuffisante, les pertes seraient imputées aux résultats de l'exercice en cours.

29 Flux de trésorerie

	2020	2019
Intérêts payés au cours de l'exercice	841 341 \$	610 035 \$
Intérêts reçus au cours de l'exercice	870 651 \$	1 464 181 \$

30 Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour une meilleure comparaison avec l'exercice courant.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	81 256 078	82 017 773		82 017 773	80 293 101
Compensations tenant lieu de taxes	2	525 072	656 927		656 927	564 137
Quotes-parts	3					
Transferts	4	773 800	4 307 434		4 307 434	536 775
Services rendus	5	2 527 100	1 095 723		1 095 723	2 565 184
Imposition de droits	6	10 254 100	8 246 675		8 246 675	13 124 215
Amendes et pénalités	7	1 042 000	418 691		418 691	812 689
Revenus de placements de portefeuille	8	15 000				35 671
Autres revenus d'intérêts	9	1 330 000	834 732		834 732	1 346 237
Autres revenus	10	807 800	10 701		10 701	3 197 536
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	98 530 950	97 588 656		97 588 656	102 475 545
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		808 168		808 168	640 571
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18		16 248		16 248	857 387
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
	20		824 416		824 416	1 497 958
	21	98 530 950	98 413 072		98 413 072	103 973 503
Charges						
Administration générale	22	17 471 350	15 407 174	429 762	15 836 936	15 718 365
Sécurité publique	23	25 511 600	25 322 083	92 891	25 414 974	24 695 972
Transport	24	22 204 680	20 908 676	3 609 098	24 517 774	24 332 976
Hygiène du milieu	25	10 993 670	10 239 649	651 691	10 891 340	10 223 047
Santé et bien-être	26	956 900	1 002 701		1 002 701	898 286
Aménagement, urbanisme et développement	27	2 969 000	2 725 657	69 472	2 795 129	3 945 551
Loisirs et culture	28	18 633 650	15 796 744	983 920	16 780 664	17 778 164
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	1 267 000	1 013 473		1 013 473	963 077
Effet net des opérations de restructuration	31					
Amortissement des immobilisations	32		5 836 834	(5 836 834)		
	33	100 007 850	98 252 991		98 252 991	98 555 438
Excédent (déficit) de l'exercice	34	(1 476 900)	160 081		160 081	5 418 065

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020		2019
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 476 900)	160 081	5 418 065
Moins : revenus d'investissement	2	)(	824 416 )(	1 497 958)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 476 900)	(664 335)	3 920 107
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		5 836 834	5 736 602
Produit de cession	5			2 028 049
(Gain) perte sur cession	6			(1 996 622)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		5 836 834	5 768 029
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			1 197 000
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			1 197 000
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12		(6 052)	36 174
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15		(6 052)	36 174
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17	(3 672 400 )(	4 589 183 )(	3 779 763)
	18	(3 672 400)	(4 589 183)	(3 779 763)
Affectations				
Activités d'investissement	19	)(	)(	1 200 269)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	3 069 400	3 069 400	3 385 200
Réserves financières et fonds réservés	22	2 079 900	3 187 047	1 949 414
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	5 149 300	6 256 447	4 134 345
	26	1 476 900	7 498 046	7 355 785
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		6 833 711	11 275 892

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	824 416	1 497 958
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2 (	569 896)	(617 134)
Sécurité publique	3 (	128 023)	(7 664)
Transport	4 (	6 161 111)	(6 395 547)
Hygiène du milieu	5 (	888 971)	(1 666 488)
Santé et bien-être	6 ()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()	()
Loisirs et culture	8 (	1 402 432)	(2 978 505)
Réseau d'électricité	9 ()	()
	10 (	9 150 433)	(11 665 338)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11 (	)	( 1 197 000)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12 ()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	5 769 200	11 382 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	14		1 200 269
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16	1 006 715	2 178 225
Réserves financières et fonds réservés	17	1 026 164	373 213
	18	2 032 879	3 751 707
	19	(1 348 354)	2 271 369
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(523 938)	3 769 327

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
Rémunération	1	17 287 450	16 016 237	16 070 566
Charges sociales	2	5 218 300	4 364 005	4 572 730
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	20 359 300	16 009 239	17 584 616
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	1 029 900	825 289	675 927
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9			
D'autres tiers	10			
Autres frais de financement	11	237 100	188 184	287 150
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	54 857 600	54 929 150	53 308 366
Transferts	13			
Autres	14			
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16	25 000	20 000	20 718
Amortissement des immobilisations	17		5 836 834	5 736 602
Autres				
▪ Éventualités	18	927 200	(4 790)	283 816
▪ Créances douteuses	19	16 000	42 541	8 875
▪ Réclamations	20	50 000	26 302	6 072
	21	100 007 850	98 252 991	98 555 438

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	6 351 278	11 823 844
Excédent de fonctionnement affecté	2	25 820 363	19 615 259
Réserves financières et fonds réservés	3	5 670 908	7 769 989
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ())
Financement des investissements en cours	5	(6 548 039)	(4 582 221)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	76 118 473	72 626 031
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	107 412 983	107 252 902

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	6 351 278	11 823 844
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	6 351 278	11 823 844

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Enlèvement de la neige	12	700 000	700 000
▪ Centre sportif et culturel	13	16 768 930	14 591 379
▪ Changements climatiques	14	416 409	600 000
▪ Activités d'investissement	15	190 144	51 000
▪ Véhicules & équipements lourds	16	15 080	58 080
▪ Budget fonc. années futures	17	7 115 000	3 000 000
▪ Aménagement d'un parc	18	500 000	500 000
▪ Oeuvre d'art public	19	114 800	114 800
▪ Autres projets	20		
	21	25 820 363	19 615 259
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	25 820 363	19 615 259

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Élection	27 220 000	195 332
▪ Auto-assurance	28 365 020	425 020
▪ Remboursement de la dette	29 2 697 666	3 766 050
▪ Excédent de fina, fonds roul.	30 1 407	1 407
▪	31	
	32 3 284 093	4 387 809
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 1 975 266	2 926 788
Organismes contrôlés et partenariats	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39 411 549	455 392
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪ Fonds de stationnement	45	
▪	46	
	47 2 386 815	3 382 180
	48 5 670 908	7 769 989

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

2020

2019

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)**Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables

Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	() ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	() ()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	() ()
Autres	52	() ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53	() ()
	54	() ()
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55	() ()
Assainissement des sites contaminés	56	() ()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57	() ()
Autres		
▪	58	() ()
▪	59	() ()
	60	() ()
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61	() ()
Intérêts sur la dette à long terme	62	() ()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63	() ()
Utilisation du fonds de roulement	64	() ()
Mesure relative aux frais reportés	65	() ()
Autres		
▪	66	() ()
▪	67	() ()
	68	() ()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69	() ()
Frais d'émission de la dette à long terme	70	() ()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71	() ()
Autres		
▪	72	() ()
▪	73	() ()
	74	() ()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
▪	79	
	80	
	81	() ()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 2 079 528	113 726
Investissements à financer	83 (8 627 567)	(4 695 947)
	84 (6 548 039)	(4 582 221)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 105 651 067	102 337 468
Propriétés destinées à la revente	86	
Prêts	87 30 000	35 000
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 21 938	10 886
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 105 703 005	102 383 354
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 105 703 005	102 383 354
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (33 469 253)	(32 448 321)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (209 747)	(235 079)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 4 094 468	2 926 077
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (29 584 532)	(29 757 323)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ()	()
	100 (29 584 532)	(29 757 323)
	101 76 118 473	72 626 031

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Mont-Royal parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur les salaires de carrière indexés jusqu'à la cessation de participation pour les cols bleus syndiqués et les cols blancs syndiqués et sur les salaires de fin de carrière pour les cadres et les professionnels.

Les rentes étaient indexées partiellement après la retraite mais, tel que prescrit par la Loi RRSB, cette indexation automatique a été abolie pour les participants actifs.

Selon la dernière évaluation actuarielle du Régime déposée auprès de Retraite Québec au 31 décembre 2019, la situation financière du Régime au 31 décembre 2019 était la suivante :

Volet antérieur

Le volet antérieur au 1er janvier 2014 du Régime était capitalisé à 97,2 % et le degré de solvabilité était de 83,8 %. Le déficit actuariel du volet antérieur au 1er janvier 2014 du Régime sur base de capitalisation s'élevait à 1 715 700 \$ et le manque d'actif sur base de solvabilité s'élevait à 12 382 500 \$ au 31 décembre 2019. Des cotisations additionnelles de 199 500 \$ sont requises afin d'éliminer le déficit sur base de capitalisation au cours des années suivant la date de l'évaluation actuarielle.

Nouveau volet

Le volet postérieur au 31 décembre 2013 du Régime était capitalisé à 100 % et le degré de solvabilité était de 84,0 %. Le déficit actuariel du volet postérieur au 31 décembre 2013 du Régime sur base de capitalisation s'élevait à 0 \$ et le manque d'actif sur base de solvabilité s'élevait à 2 567 500 \$ au 31 décembre 2019.

Les cotisations requises au Régime en 2020 pour les participants actifs sont de 9,79 % du salaire pour les cols bleus syndiqués et les cols blancs syndiqués et de 10,15 % pour les cadres et les professionnels. Le coût du service courant de l'employeur correspond à 9,79 % de la masse salariale cotisable des cols bleus syndiqués et des cols blancs syndiqués actifs et de 10,15 % de la masse salariale cotisable des cadres et des professionnels actifs.

Les cotisations requises au Régime en 2021 et 2022 pour les participants actifs sont de 9,55 % du salaire pour les cols bleus syndiqués et les cols blancs syndiqués et de 10,00 % pour les cadres et les professionnels. Le coût du service courant de l'employeur correspond à 9,55 % de la masse salariale cotisable des cols bleus syndiqués et des cols blancs syndiqués actifs et de 10,00 % de la masse salariale cotisable des cadres et des professionnels actifs.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

En 2019, la table de mortalité utilisée est la table CPM-2014 avec projection générationnelle des améliorations futures de la longévité selon l'échelle d'amélioration CPM-B. La table de mortalité n'a pas été modifiée depuis la dernière évaluation actuarielle. Selon cette table, l'espérance de vie à 65 ans au 31 décembre 2019 est 22,6 années pour un homme et 24,8 années pour une femme.

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 1 808 000	1 813 000
Charge de l'exercice	4 (1 593 000)	(1 852 000)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 506 000	1 847 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 1 721 000	1 808 000
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 80 069 000	76 128 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (80 533 000)	(76 128 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (464 000)	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 2 185 000	1 808 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 1 721 000	1 808 000
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 1 721 000	1 808 000
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 80 069 000	76 128 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (80 533 000)	(76 128 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (464 000)	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 2 191 000	2 150 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 2 191 000	2 150 000
Cotisations salariales des employés	21 (1 173 000)	(827 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 1 018 000	1 323 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 364 000	330 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪ Coti. fonds de stabilisation	29 218 000	208 000
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 1 600 000	1 861 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 4 018 000	3 822 000
Rendement espéré des actifs	33 (4 025 000)	(3 831 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 (7 000)	(9 000)
Charge de l'exercice	35 1 593 000	1 852 000
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 4 227 000	3 998 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (4 025 000)	(3 831 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 202 000	167 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (943 000)	(492 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 (2 965 000)	(3 260 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 82 620 000	77 678 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 2 813 000	2 635 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 1 229 000	1 514 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 11	10
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 4,73 %	5,29 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,29 %	5,29 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,50 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Ville parraine un régime d'assurance collective à la retraite, offrant des protections d'assurance vie et de soins de santé à la retraite.

Assurance vie

Les groupes d'employés suivants ont droit à une protection de 10 000 \$ auto-assurée et entièrement payée par la Ville de Mont-Royal:

- Cadres retraités avant le 1er décembre 1995 à l'exception d'un cas spécial pour un cadre qui a pris sa retraite en février 1996.
- Cols bleus et cols blancs retraités avant le 1er janvier 2004.

Soins de santé

Les groupes d'employés suivants ont droit à une protection pour les soins de santé au moment de la retraite payée à 50 % par la Ville de Mont-Royal:

- Les membres de l'état-major des pompiers retraités avant le 31 décembre 2005.
- Cadres futurs retraités et retraités.

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (1 490 000)	(1 501 000)
Charge de l'exercice	56 (93 000)	(31 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 62 000	42 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (1 521 000)	(1 490 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (1 627 000)	(1 454 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (1 627 000)	(1 454 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 106 000	(36 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (1 521 000)	(1 490 000)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (1 521 000)	(1 490 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 49 000	41 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 49 000	41 000
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75 49 000	41 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 4 000	(53 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 53 000	(12 000)
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 40 000	43 000
Rendement espéré des actifs	85 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 40 000	43 000
Charge de l'exercice	87 93 000	31 000
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 (146 000)	(101 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	92 62 000	42 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 11	11
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 2,10 %	2,75 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 %	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 7,10 %	7,10 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 4,90 %	4,90 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2029	2030
Autres hypothèses économiques		
▪	104	
▪	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
Description des régimes et autres renseignements			
		2020	2019
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Autres régimes	110		
	111		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	112		
Description des régimes et autres renseignements			
		2020	2019
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	113		
Régime de retraite simplifié	114		
REER	115		
Autres régimes	116		
	117		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2020	2019
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	118	6	6

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Cotisations des élus au RREM	119	10 668	9 553
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	120	35 951	32 192
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121	16 424	16 430
	122	52 375	48 622
Note			

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TAXES		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	78 796 078	79 522 574	77 792 847
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	78 796 078	79 522 574	77 792 847
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	2 460 000	2 495 199	2 500 254
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
▪	14			
▪	15			
▪	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	2 460 000	2 495 199	2 500 254
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	2 460 000	2 495 199	2 500 254
	27	81 256 078	82 017 773	80 293 101

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33			
Cégeps et universités	34	15 330	52 640	1 945
Écoles primaires et secondaires	35	496 970	591 515	549 612
	36	512 300	644 155	551 557
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	512 300	644 155	551 557
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	12 772	12 772	12 580
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45	12 772	12 772	12 580
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	525 072	656 927	564 137

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53		36 471	
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58		13 584	
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69			53 037
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	226 100	202 128	203 933
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	54 000	11 760	3 853
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	52 300	65 430	49 600
Autres	89			
Réseau d'électricité	90			
	91	332 400	329 373	310 423

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97		
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108	384 071	257 299
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110	424 097	383 272
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	808 168	640 571

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	265 000	233 864	226 352
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137			
Dotations spéciales de fonctionnement	138	176 400	176 131	
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139			
Autres	140		3 568 066	
	141	441 400	3 978 061	226 352
TOTAL DES TRANSFERTS	142	773 800	5 115 602	1 177 346

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	143			
Évaluation	144			
Autres	145			
	146			
Sécurité publique				
Police	147			
Sécurité incendie	148			
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158	34 800	41 191	28 715
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	34 800	41 191	28 715

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			
Réseau d'électricité	183			
	184	34 800	41 191	28 715

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	106 600	80 574	117 434
	188	106 600	80 574	117 434
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie	190			
Sécurité civile	191			
Autres	192	89 500	57 410	115 173
	193	89 500	57 410	115 173
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	194			
Enlèvement de la neige	195			
Autres	196	49 000	53 579	28 325
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	197			
Transport adapté	198			
Transport scolaire	199			
Autres	200			
Autres	201	70 200	80 894	92 028
	202	119 200	134 473	120 353
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	203			
Traitement des eaux usées	204			
Réseaux d'égout	205			
Réseaux d'égout				
Matières résiduelles	206			
Déchets domestiques et assimilés				
Matières recyclables	207			
Autres	208			
Autres				
Cours d'eau	209			
Protection de l'environnement	210			
Autres	211			
Autres	212	8 300		6 861
	213	8 300		6 861

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	214			
Sécurité du revenu	215			
Autres	216			
	217			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	218			
Rénovation urbaine	219			
Promotion et développement économique	220			
Autres	221	83 300	37 345	104 867
	222	83 300	37 345	104 867
Loisirs et culture				
Activités récréatives	223	989 250	397 970	972 477
Activités culturelles				
Bibliothèques	224	19 500	14 165	44 884
Autres	225	1 076 650	332 595	1 054 420
	226	2 085 400	744 730	2 071 781
Réseau d'électricité				
	227			
	228	2 492 300	1 054 532	2 536 469
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	2 527 100	1 095 723	2 565 184

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	230	4 174 100	457 977	4 595 858
Droits de mutation immobilière	231	6 080 000	7 788 698	8 528 357
Droits sur les carrières et sablières	232			
Autres	233			
	234	10 254 100	8 246 675	13 124 215
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	235	1 042 000	418 691	812 689
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	236	15 000		35 671
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	237	1 330 000	834 732	1 346 237
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238			1 996 622
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239	800 000		1 197 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240			
Contributions des promoteurs	241			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242			
Contributions des organismes municipaux	243			
Autres contributions	244		16 248	857 387
Redevances réglementaires	245			
Autres	246	7 800	10 701	3 914
	247	807 800	26 949	4 054 923
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	248			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations 2019	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
	Conseil	1	683 200	535 374		535 374	464 936
	Greffe et application de la loi	2	2 829 850	1 815 148	16 695	1 831 843	1 612 019
	Gestion financière et administrative	3	4 354 600	3 683 578	109 115	3 792 693	3 823 781
	Évaluation	4	416 400	416 420		416 420	405 778
	Gestion du personnel	5	932 400	930 240		930 240	975 037
	Autres						
	▪ Bâtiments et autres	6	4 607 200	4 378 982	303 952	4 682 934	4 882 588
	▪ Agglomération de Montréal	7	3 647 700	3 647 432		3 647 432	3 554 226
		8	17 471 350	15 407 174	429 762	15 836 936	15 718 365
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
	Police	9	14 835 600	14 835 563	28 283	14 863 846	14 484 744
	Sécurité incendie	10	8 293 200	8 293 166	19 329	8 312 495	8 075 009
	Sécurité civile	11	35 100	35 119		35 119	34 222
	Autres	12	2 347 700	2 158 235	45 279	2 203 514	2 101 997
		13	25 511 600	25 322 083	92 891	25 414 974	24 695 972
TRANSPORT							
	Réseau routier						
	Voirie municipale	14	3 194 470	2 857 187	2 990 900	5 848 087	5 653 350
	Enlèvement de la neige	15	4 519 330	3 749 176	281 837	4 031 013	4 464 354
	Éclairage des rues	16	702 890	610 744	38 096	648 840	577 789
	Circulation et stationnement	17	687 490	590 645		590 645	571 477
	Transport collectif						
	Transport en commun	18	12 844 600	12 845 052		12 845 052	12 516 144
	Transport aérien	19					
	Transport par eau	20					
	Autres	21	255 900	255 872	298 265	554 137	549 862
		22	22 204 680	20 908 676	3 609 098	24 517 774	24 332 976

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Budget 2020		Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	4 904 700	4 931 087		4 931 087	4 658 260
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 754 280	1 366 740	391 757	1 758 497	1 646 447
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26	1 305 490	1 088 813	195 811	1 284 624	1 058 632
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	554 800	476 062		476 062	456 222
Élimination	28	1 655 600	1 655 643		1 655 643	1 613 335
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	409 400	375 949	32 927	408 876	399 292
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	210 600	158 859	31 196	190 055	206 107
Traitement	32					
Matériaux secs	33	85 700	72 189		72 189	74 852
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	113 100	114 307		114 307	109 900
Autres	39					
	40	10 993 670	10 239 649	651 691	10 891 340	10 223 047
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	578 900	628 339		628 339	549 697
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	378 000	374 362		374 362	348 589
	44	956 900	1 002 701		1 002 701	898 286

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Budget 2020		Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 128 600	976 189	69 472	1 045 661	1 080 114
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	140 500	140 479		140 479	136 889
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	370 800	268 943		268 943	239 675
Tourisme	49					
Autres	50	1 294 000	1 304 927		1 304 927	1 257 651
Autres	51	35 100	35 119		35 119	1 231 222
	52	2 969 000	2 725 657	69 472	2 795 129	3 945 551
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	1 156 420	781 878	74 375	856 253	1 028 223
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 614 625	1 279 797	147 907	1 427 704	1 648 123
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 117 710	709 680	81 058	790 738	1 039 583
Parcs et terrains de jeux	56	7 082 475	6 365 179	251 110	6 616 289	6 273 888
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	873 100	874 014	55 559	929 573	910 968
	60	11 844 330	10 010 548	610 009	10 620 557	10 900 785
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	1 658 520	956 418		956 418	1 504 753
Bibliothèques	62	3 285 300	3 051 452	373 911	3 425 363	3 489 129
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64	69 400	2 273		2 273	152 828
Autres	65	1 776 100	1 776 053		1 776 053	1 730 669
	66	6 789 320	5 786 196	373 911	6 160 107	6 877 379
	67	18 633 650	15 796 744	983 920	16 780 664	17 778 164

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Budget 2020		Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	921 200	737 698		737 698	598 767
Autres frais	70	108 700	87 591		87 591	77 160
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	70 000	33 000		33 000	34 000
Autres	72	167 100	155 184		155 184	253 150
	73	1 267 000	1 013 473		1 013 473	963 077
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75		5 836 834 (	5 836 834)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Réalizations 2020	Réalizations 2019
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	11 221	682 700
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	388 978	933 788
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 728 058	3 437 942
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	510 011	63 228
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	407 097	351 618
Autres infrastructures	11	905 887	2 553 465
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	571 577	135 729
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 547 788	2 514 897
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	112 864	114 529
Ameublement et équipement de bureau	18	479 759	365 613
Machinerie, outillage et équipement divers	19	330 203	399 839
Terrains	20		
Autres	21	156 990	111 990
	22	9 150 433	11 665 338

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	11 221	682 700
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	388 978	933 788
Autres infrastructures	27	5 551 053	6 406 253
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	3 199 181	3 642 597
	34	9 150 433	11 665 338

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2			
Réserves financières et fonds réservés	3	3 766 050	2 053 816	3 122 200
Fonds d'amortissement	4			2 697 666
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5			
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	25 991 273	2 362 576	1 466 983
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			26 886 866
	8	29 757 323	4 416 392	4 589 183
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	2 926 077	1 352 808	184 417
Organismes municipaux	10			
Autres tiers	11			
	12	2 926 077	1 352 808	184 417
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette				
	13			
	14	2 926 077	1 352 808	184 417
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec				
	15			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16			
Autres	17			
	18	2 926 077	1 352 808	184 417
	19	32 683 400	5 769 200	4 773 600
Dette en cours de refinancement	20 ()			()
Reclassement / Redressement	21			
Dette à long terme	22	32 683 400	5 769 200	4 773 600
				33 679 000

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	33 679 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	8 627 567
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	2 697 666
Débiteurs	9	4 094 468
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	2 079 528
Autres		
▪ Solde disp. règl. emp. fermés	13	411 549
▪	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	33 023 356
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	16	
Endettement net à long terme	17	33 023 356
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	
Communauté métropolitaine	19	386 947
Autres organismes	20	5 866 420
Endettement total net à long terme	21	39 276 723
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	80 164 000
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	80 164 000
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	119 440 723
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	416 400	416 420	405 778
Autres	3	7 578 600	7 587 219	7 381 984
Sécurité publique				
Police	4	14 835 600	14 835 563	14 456 461
Sécurité incendie	5	8 293 200	8 293 166	8 055 680
Sécurité civile	6	35 100	35 119	34 222
Autres	7	250 900	250 855	244 445
Transport				
Réseau routier	8	113 000	113 060	113 762
Transport collectif	9	12 844 600	12 845 052	12 516 144
Autres	10	255 900	255 872	249 334
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	3 622 400	3 622 447	3 425 913
Matières résiduelles	12	1 655 600	1 655 643	1 613 335
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	113 100	114 307	109 900
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	578 900	628 339	549 697
Autres	17	80 300	80 274	78 222
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	65 200	65 222	63 556
Rénovation urbaine	19	140 500	140 479	136 889
Promotion et développement économique	20	1 294 000	1 304 927	1 257 651
Autres	21	35 100	35 119	34 222
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	873 100	874 014	850 502
Activités culturelles	23	1 776 100	1 776 053	1 730 669
Réseau d'électricité				
	24			
	25	54 857 600	54 929 150	53 308 366

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020*Non audité*

		2020	2019
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	9 150 433	11 665 338
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	9 150 433	11 665 338

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	36,80	35,00	67 139,00	4 356 855	1 046 018	5 402 873
Professionnels	2	11,80	35,00	21 254,00	916 079	235 472	1 151 551
Cols blancs	3	118,40	35,00	215 452,00	5 692 319	1 611 451	7 303 770
Cols bleus	4	84,20	38,00	175 202,00	4 759 797	1 373 150	6 132 947
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	251,20		479 047,00	15 725 050	4 266 091	19 991 141
Élus	9	7,00			291 187	97 914	389 101
	10	258,20			16 016 237	4 364 005	20 380 242

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13		95 634	288 437		384 071
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15		105 600	318 497		424 097
Autres	16	4 307 434				4 307 434
	17	4 307 434	201 234	606 934		5 115 602

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	221 867	310 260
	4	221 867	310 260
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8	1 494	1 413
	9	1 494	1 413
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	491 998	466 748
Enlèvement de la neige	11	2 187	8 758
Autres	12	73 910	44 324
Transport collectif	13	8 675	2 762
Autres	14		
	15	576 770	522 592
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	1 167	8 547
Réseau de distribution de l'eau potable	17	62 724	45 802
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	20 879	7 567
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	84 770	61 916
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	3 573	552
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34	28 340	
	35	31 913	552
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	48 646	24 315
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	48 013	41 920
Autres	38		109
	39	96 659	66 344
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 013 473	963 077

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
M. Philippe Roy	Maire	62 186	17 044		
M. Joseph Daoura - district #1	Conseiller	20 645	10 323		
Mme Mihn-Diem Le Thi - district #2	Conseiller	21 545	10 323		
Mme Erin Kennedy - district #3	Conseiller	26 895	10 323		
M. John D. Miller - district #4	Conseiller	22 445	10 323		
Mme Michelle Setlakwe - district #5	Conseiller	21 545	10 323		
M. Jonathan Lang - district #6	Conseiller	20 645	10 323		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

- | | | | | | | |
|--|---|--------------------------|---|-------------------------------------|----|--------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | <u>3 300 000</u> | | | \$ | |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? | 2 | <input type="checkbox"/> | 3 | <input checked="" type="checkbox"/> | 4 | <input type="checkbox"/> |

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

- | | | | | | | |
|---|----|--------------------------|---|-------------------------------------|--|--|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 | <input type="checkbox"/> | 6 | <input checked="" type="checkbox"/> | | |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 | 7 | | | \$ | | |
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 | <input type="checkbox"/> | 9 | <input checked="" type="checkbox"/> | | |
| 5. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes : | | | | | | |
| Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille | 10 | | | \$ | | |
| Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement | 11 | | | \$ | | |
| Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille | 12 | | | \$ | | |
| Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value | 13 | | | \$ | | |
| Ligne 12 : Placements de portefeuille | 14 | | | \$ | | |
| Ligne 13 : Débiteurs | 15 | | | \$ | | |
| Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement | 16 | | | \$ | | |
| Ligne 15 : Provision pour moins-value | 17 | | | \$ | | |
| Ligne 18 : Créanciers et charges à payer | 18 | | | \$ | | |
| Ligne 19 : Revenus reportés | 19 | | | \$ | | |

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité**OUI NON**

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU. 20 21
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 22 433 525 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 23 24
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020 25 2 652 927 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 26 27
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 28 \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 29 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 31 \$
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 32 33
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 34 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36 37
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 38 \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 39 40
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 41 \$
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 42 43
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 44 \$
- b) autres formes d'aide 45 \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020

46 _____ \$

Facteur comparatif de 2020

47 _____

Valeur uniformisée

48 _____ \$

11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

49 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

50 _____ \$

▪ Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

51 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

52 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

53 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

54 _____

b) Date d'adoption de la résolution

55 _____

12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?56 57

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

58 _____

b) Date d'adoption de la résolution

59 _____

13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

60 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

61 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5)

62 _____

d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) :

63 _____

Indiquer la race de chien

e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) :

▪ a causé sa mort

64 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave

65 _____

Indiquer la race de chien

- f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)
- g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

66 _____

67 _____

Dispositions pénales

- h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39)
- i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

68 _____

69 70

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

À la trésorière de la Ville de Mont-Royal,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Mont-Royal (ci-après « la Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci-après « l'état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Brossard, Québec, 21 avril 2021

1 CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A108263

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	82 017 773
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<hr/>
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	1 076 120
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	43 991
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	29 181 824
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	<hr/>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<hr/> 53 868 078

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	8 449 642 949
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<hr/> 8 494 761 372
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<hr/> 8 472 202 161

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2020 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	<hr/> 0,6358 / 100 \$
--	----	------------------------------

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7 8

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 9 10 11

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 12 13 14

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 15 16 17

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 18 19 20

- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 21 22

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2021

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	81 257 298
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	81 257 298

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	2 400 000
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
▪	14	
▪	15	
▪	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	2 400 000
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	2 400 000
	27	83 657 298

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	15 853
Écoles primaires et secondaires	8	505 889
	9	521 742

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	12 920
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	12 920
	14	534 662

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	534 662

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	6 590 460 851 x	0,6041 /100 \$	39 812 974				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	403 751 862 x	0,6041 /100 \$	2 439 065				
Immeubles non résidentiels	4	1 127 768 479 x	2,8153 /100 \$	31 750 066				
Immeubles industriels	5	215 606 756 x	2,8153 /100 \$	6 069 977				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7	98 089 547 x	1,2083 /100 \$	1 185 216				
Immeubles agricoles	8		x /100 \$					
Total	9			81 257 298	()	()		81 257 298
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	10		x /100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	11		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	12		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	13		x /100 \$					
Immeubles industriels	14		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	15		x /100 \$					
Autres	16		x /100 \$					
Immeubles agricoles	17		x /100 \$					
Total	18				()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	19	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	20	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	21	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	22	x	/100 \$					
Immeubles industriels	23	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Autres	25	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	26	x	/100 \$					
Total	27			()	()			
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	28	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	29	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	30	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	31	x	/100 \$					
Immeubles industriels	32	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	33	x	/100 \$					
Autres	34	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	35	x	/100 \$					
Total	36			()	()			
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	37	x	%	()	()			

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité
Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	_____	\$
Égout	2	_____	\$
Eau et égout	3	_____	\$
Traitement des eaux usées	4	_____	\$
Matières résiduelles	5	_____	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
Tarification d'eau	2,4000	7 - autres (préciser)	du 1000 gallons

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	31 750 066	6 069 977		1 185 216	2 439 065	
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	941 200	506 800			76 160	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	32 691 266	6 576 777		1 185 216	2 515 225	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	39 812 974			81 257 298
De secteur	2				
Autres	3				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4				
Autres	5	875 840			2 400 000
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	40 688 814			83 657 298

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26		\$
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2020-12-07	
6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	106 173 660	\$
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	3 406 000	\$
8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	1 151 700	\$
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	7 587 000	\$

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Nathalie Rhéaume, atteste que le rapport financier de Ville de Mont-Royal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 17 mai 2021.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Mont-Royal.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Mont-Royal consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Mont-Royal détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-06-30 17:32:08

Date de transmission au Ministère : 2021-05-18

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020		2019
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	98 530 950	97 588 656	102 475 545
Investissement	2		824 416	1 497 958
	3	98 530 950	98 413 072	103 973 503
Charges	4	100 007 850	98 252 991	98 555 438
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(1 476 900)	160 081	5 418 065
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	( 824 416)	(1 497 958)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(1 476 900)	(664 335)	3 920 107
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8		5 836 834	5 736 602
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	3 672 400)	(4 589 183)	(3 779 763)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	)	( )	( 1 200 269)
Excédent (déficit) accumulé	12	5 149 300	6 256 447	5 334 614
Autres éléments de conciliation	13		(6 052)	1 264 601
	14	1 476 900	7 498 046	7 355 785
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		6 833 711	11 275 892

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	31 475 198	35 521 555
Débiteurs	2	13 065 487	12 523 937
Placements de portefeuille	3	21 938	10 886
Autres	4	230 000	353 000
	5	44 792 623	48 409 378
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	33 469 253	32 448 321
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	10 253 501	11 685 058
	10	43 722 754	44 133 379
Actifs financiers nets (dette nette)	11	1 069 869	4 275 999
Actifs non financiers			
Immobilisations	12	105 651 067	102 337 468
Autres	13	692 047	639 435
	14	106 343 114	102 976 903
Excédent (déficit) accumulé	15	107 412 983	107 252 902

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	6 351 278	11 823 844
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Enlèvement de la neige	17	700 000	700 000
▪ Centre sportif et culturel	18	16 768 930	14 591 379
▪ Changements climatiques	19	416 409	600 000
▪ Activités d'investissement	20	190 144	51 000
▪ Véhicules & équipements lourds	21	15 080	58 080
▪ Budget fonc. années futures	22	7 115 000	3 000 000
▪ Aménagement d'un parc	23	500 000	500 000
▪ Oeuvre d'art public	24	114 800	114 800
▪ Autres projets	25		
	26	25 820 363	19 615 259
Réserves financières	27	3 284 093	4 387 809
Fonds réservés	28	2 386 815	3 382 180
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29	()	()
Financement des investissements en cours	30	(6 548 039)	(4 582 221)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	76 118 473	72 626 031
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	107 412 983	107 252 902

Extrait du rapport financier, page S23-1

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	33 023 356
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	119 440 723

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	2 697 666	3 766 050
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	26 886 866	25 991 273
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7	4 094 468	2 926 077
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	33 679 000	32 683 400

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020		2019
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	11	81 256 078	82 017 773	80 293 101
Compensations tenant lieu de taxes	12	525 072	656 927	564 137
Quotes-parts	13			
Transferts	14	773 800	4 307 434	536 775
Services rendus	15	2 527 100	1 095 723	2 565 184
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	11 311 100	8 665 366	13 972 575
Autres	17	2 137 800	845 433	4 543 773
	18	98 530 950	97 588 656	102 475 545
Investissement				
Taxes	19			
Quotes-parts	20			
Transferts	21		808 168	640 571
Autres	22		16 248	857 387
	23		824 416	1 497 958
	24	98 530 950	98 413 072	103 973 503

Extrait du rapport financier, page S16

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	17 471 350	15 407 174	429 762	15 836 936	15 718 365
Sécurité publique						
Police	2	14 835 600	14 835 563	28 283	14 863 846	14 484 744
Sécurité incendie	3	8 293 200	8 293 166	19 329	8 312 495	8 075 009
Autres	4	2 382 800	2 193 354	45 279	2 238 633	2 136 219
Transport						
Réseau routier	5	9 104 180	7 807 752	3 310 833	11 118 585	11 266 970
Transport collectif	6	12 844 600	12 845 052		12 845 052	12 516 144
Autres	7	255 900	255 872	298 265	554 137	549 862
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	7 964 470	7 386 640	587 568	7 974 208	7 363 339
Matières résiduelles	9	2 916 100	2 738 702	64 123	2 802 825	2 749 808
Autres	10	113 100	114 307		114 307	109 900
Santé et bien-être	11	956 900	1 002 701		1 002 701	898 286
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 128 600	976 189	69 472	1 045 661	1 080 114
Promotion et développement économique	13	1 664 800	1 573 870		1 573 870	1 497 326
Autres	14	175 600	175 598		175 598	1 368 111
Loisirs et culture	15	18 633 650	15 796 744	983 920	16 780 664	17 778 164
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	1 267 000	1 013 473		1 013 473	963 077
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	100 007 850	92 416 157	5 836 834	98 252 991	98 555 438
Amortissement des immobilisations	20		5 836 834	(5 836 834)		
	21	100 007 850	98 252 991		98 252 991	98 555 438

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	824 416	1 497 958
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations - Acquisition	2 (	9 150 433)	(11 665 338)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)	( 1 197 000)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	5 769 200	11 382 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	5		1 200 269
Excédent accumulé	6	2 032 879	2 551 438
	7	(1 348 354)	2 271 369
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(523 938)	3 769 327

Extrait du rapport financier, page S18